



MARINE NATIONALE
DEUXIEME REGION MARITIME
ETAT-MAJOR

Brest, le 10 juin 1963

ARRETE

Portant règlement de police et de sécurité pour l'arsenal de Brest et pour les établissements maritimes de l'arrondissement maritime de Brest.

(Modifié par les arrêtés n° 05/64 du 23 mars 1964, n° 20/65 du 09 juin 1965, n° 01/66 du 21 janvier 1966, n° 34/67 du 28 août 1967, n° 22/68 du 18 septembre 1968, n° 15/72 du 09 juin 1972, n° 24/84 du 23 mai 1984)

Le Préfet maritime de la deuxième région

VU l'article 11 de l'Ordonnance du 14 juin 1844, concernant le service administratif de la marine ;

VU les articles 26 et 63 de la loi du 17 décembre 1926 portant code disciplinaire et pénal de la marine marchande ;

VU l'article 69, § 2 du décret du 22 avril 1927, fixant les limites de l'arrondissement maritime de Brest ;

VU l'article 1^{er} du décret du 1^{er} février 1930, relatif aux pouvoirs de police et de réglementation de la pêche côtière ;

VU les articles 79, R 26, § 15 et R 29 du code pénal ;

VU la loi 82-621 du 20 juillet 1982 portant code de justice militaire et le décret d'application 82-984 du 19 novembre 1982 ;

ARRETE

Article 1^{er} : Le présent arrêté fixe les règles générales d'accès, de police et de sûreté applicables, dans la limite effective de leurs clôtures respectives, à l'intérieur de l'arsenal de Brest, de ses annexes et des établissements maritimes énumérés en annexe, qui sont affectés exclusivement à la marine nationale et dont les enceintes sont indiquées de façon non équivoque.

L'appartenance de ces organismes à la marine nationale est indiquée par l'apposition d'une ou plusieurs pancartes et par l'affichage du présent arrêté.

Article 2 : Le présent arrêté est applicable à toute personne et à tout organisme, notamment à ceux étrangers à la marine nationale, dès l'instant qu'ils se trouvent dans les enceintes définies à l'article 1 ci-dessus.

Le cas des personnes domiciliées pour motif de service à l'intérieur de ces enceintes peut faire l'objet d'ordres particuliers établis par l'autorité maritime responsable de cette enceinte.

Article 3 : Nulle personne, de nationalité française, ne peut pénétrer ou circuler dans les établissements visés à l'article 1 ci-dessus, si elle ne peut présenter une pièce d'identité munie d'une photographie et justifier d'un motif légitimant son entrée et d'une autorisation d'accès délivrée par le ministre de la défense ou par une autorité maritime compétente.

(Modifié par l'arrêté n° 22/68 du 18 septembre 1968)

L'autorisation d'accès est limitée quant au temps et aux lieux ; elle ne peut en aucun cas suffire à donner accès aux zones et locaux réservés où nulle personne ne peut pénétrer ou circuler sans y être habilitée spécialement en raison de son emploi et du besoin d'en connaître.

Article 4 : Sous réserve d'une autorisation individuelle préalable, des facilités sont données aux personnalités officielles et aux divers fonctionnaires des administrations autres que la marine pour exercer, en cas de besoin, leurs activités dans les établissements de la marine :

- parlementaires ;
- hauts fonctionnaires centraux en mission ;
- fonctionnaires de l'administration locale ;
- représentants accrédités des organismes sociaux , etc...

Ces visiteurs doivent normalement être accompagnés.

Article 5 : Compte tenu des dispositions de l'article 3 ci-dessus, l'accès des personnes de nationalité étrangères est subordonné à une autorisation préalable du ministre.

Toutefois, certains techniciens et ouvriers étrangers peuvent recevoir une autorisation d'accès provisoire accordée par l'autorité maritime locale.

Article 6 : Les horaires d'ouverture et de fermeture des établissements de la marine sont fixés par des ordres particuliers.

Article 7 : L'accès de toute personne en état d'ivresse est interdit.

ENTREE ET SORTIE DE MATERIEL OU DE DENREES

Article 8 : Les mouvements de matériel ne peuvent être effectués que par des personnes titulaires d'un permis d'accès.

Ces mouvements donnent lieu à l'établissement de billets d'entrée et de sortie délivrés par l'autorité maritime compétente et contrôlés par le service d'ordre.

Article 9 : Les mouvements de munitions et de combustibles sont soumis à des autorisations particulières.

Article 10 : Il est interdit d'introduire des boissons alcoolisées sans une autorisation écrite.

ENTREE, CIRCULATION, SORTIE DES VEHICULES

Article 11 : Les véhicules soumis à immatriculation minéralogique n'appartenant pas à la marine ne peuvent pénétrer et circuler dans les enceintes ci-dessus définies sans une autorisation d'accès délivrée par le ministre ou par une autorité maritime compétente.

Article 12 : A l'entrée comme à la sortie, tout conducteur de véhicules est tenu de s'arrêter aux issues ; les personnes montées sur un véhicule à deux roues sont tenues d'y mettre pied à terre.

Il devra être déféré à toute demande du service d'ordre, en particulier pour ce qui concerne la visite du véhicule, l'examen des papiers de bord et notamment, la présentation éventuelle de l'inventaire de l'outillage personnel.

Article 13 : Le stationnement n'est normalement autorisé que dans les parcs prévus à cet effet.

En outre, de 21 heures à 6 heures, le stationnement de véhicules appartenant à des personnes ou à des entreprises étrangères à la marine est interdit, sauf autorisation spéciale accordée par le service d'ordre.

Article 14 : Sauf dispositions exceptionnelles et circonstancielles, les règlements du code de la route sont rendus applicables à l'intérieur des enceintes ci-dessus définies. En conséquence, les contraventions de police à ces règlements seront considérées et sanctionnées comme contraventions au présent arrêté.

Article 15 : En dehors de certaines zones à vitesse spécialement limitée, les vitesses maximales autorisées sont :

- 60 km/h pour les voitures légères ;
- 40 km/h pour les engins motorisés à deux roues et pour les camions, cars, camionnettes, véhicules spéciaux, avec ou sans remorques.

POLICE INTERIEURE

Article 16 : Les personnes se trouvant dans les établissements maritimes sont tenues de se conformer aux consignes particulières à chaque établissement et notamment aux mesures courantes de prévention contre l'incendie, tant en ce qui les concerne elles-mêmes, que les véhicules, navires ou engins dont elles sont responsables. L'utilisation des explosifs est soumise à une réglementation particulière.

Article 17 : La pêche, la baignade, la chasse et le tir sont interdits aux personnes étrangères à la marine.

Article 18 : L'introduction d'animaux est interdite sauf autorisation particulière.

Article 19 : Le jet de produits et déchets divers est prohibé en dehors des parcs appropriés.

Article 20 : Les jeux sportifs sont interdits en dehors des terrains prévus à cet effet.

Les jeux d'argent et les loteries sont prohibés.

Aucune collecte ou quête ne peut être faite qu'après avoir été dûment autorisée par l'autorité maritime.

Tout trafic ou commerce est interdit sans autorisation spéciale.

Article 21 : Sauf autorisation de l'autorité maritime, il est interdit de dessiner, peindre, photographier ou même de détenir des appareils de prises de vues.

Article 22 : Les actions de propagande, de publicité et de prosélytisme sont interdites.

La liste des journaux, des publications et des rapports d'information dont l'introduction et la diffusion sont interdites, est arrêtée par le ministre de la défense et publiée au Bulletin officiel de la marine.

(Modifié par l'arrêté n° 22/68 du 18 septembre 1968)

Toutefois, la presse et les tracts émanant des organisations syndicales du ministère des armées, ainsi que de leurs fédérations et confédérations respectives, peuvent être introduits et diffusés aux personnels civils dans l'arsenal sous réserve que les informations contenues dans ces documents soient d'ordre strictement professionnel ou syndical.

Les distributions de documents émis par les syndicats ne doivent pas porter atteinte au fonctionnement du service. Elles sont interdites dans les zones réservées ou protégées.

Le recouvrement des cotisations et la distribution des cartes syndicales sont autorisés dans les mêmes conditions.

Les collectes à caractère social peuvent être autorisées exceptionnellement en dehors des zones réservées et protégées.

Article 23 : Toute discussion susceptible de troubler l'ordre public, tout cortège ou manifestation, sont prohibés.

Article 24 : *(Modifié par l'arrêté n° 22/68 du 18 septembre 1968)*

Les communications émanant des syndicats sont affichées librement sur les panneaux placés à cet usage aux portes de l'arsenal et dans les ateliers. Elles doivent se rapporter à des informations d'ordre strictement syndical ou professionnel et être revêtues du cachet syndical.

Article 25 : L'implantation par des entreprises privées sur les terrains de la marine de tous ateliers, bureaux, magasins, vestiaires est subordonnée à une autorisation préalable.

Article 26 : Lorsqu'une entreprise privée est autorisée à travailler dans un établissement de la marine, pour quelque client que ce soit, elle y est soumise, ainsi que tout son personnel :

- d'abord à la législation et à la réglementation générale, notamment à celles du travail pour lesquelles il est rappelé qu'un contrôleur du contrôle résident, assisté d'un expert-technique, remplit les fonctions de l'inspecteur du travail pour la marine en ce qui concerne l'application du livre II du code du travail ;
- ensuite aux prescriptions générales du présent arrêté ;
- et spécialement à la surveillance :
 - ↳ technique, de la direction ou du service chargé de suivre ces travaux (Ingénieur chargé et service hygiène-sécurité),
 - ↳ militaire, et de sécurité du service d'ordre et des marins-pompiers.

Article 27 : Les conditions d'application du précédent article peuvent être précisées par des dispositions particulières et par des clauses contractuelles insérées dans les marchés correspondants ou dans les actes de prêts de bassin ou d'outillage.

Article 28 : En cas d'infraction aux prescriptions en vigueur, les contrevenants peuvent être mis en demeure de s'y conformer par l'inspection du travail dans la marine ou par un ordre de service émis par la direction ou le service chargé de la surveillance ou par une injonction du service d'ordre ou de gardiennage.

Article 29 : L'inexécution de ces règlements comme la non soumission aux rappels à l'ordre rendent les contrevenants passibles, d'abord de mesures discrétionnaires de retrait d'autorisation d'accès pour les personnes comme pour les véhicules, ensuite, de l'application des clauses contractuelles sus-visées du marché, et enfin, d'un procès-verbal transmis au Parquet, pour infraction au présent arrêté ou au code du travail ou à la réglementation générale.

Article 30 : Lorsque des personnels civils cessent le travail pour raison de grève, ils doivent aussitôt quitter l'enceinte militaire.

(Modifié par l'arrêté n° 22/68 du 18 septembre 1968)

Lorsque des entreprises privées travaillant dans l'arsenal sont amenées à débaucher du personnel, elles doivent le faire en dehors de l'arsenal.

Article 31 : Les entreprises prévenues en temps utile des intentions de cessation collective du travail de leur personnel doivent aussitôt avertir le service d'ordre et la direction ou le service intéressé.

SANCTIONS

Article 32 : Sans préjudice des dispositions spéciales qui peuvent réprimer certaines de ces infractions ou concerner certaines catégories de personnel, notamment les équipages et les passagers des bâtiments de la marine marchande, les contraventions au présent arrêté seront constatées par les officiers, fonctionnaires et agents habilités à cet effet par les lois et les règlements et seront punies, par le Tribunal de police, conformément à l'article R 26 du code pénal et, en cas de récidive, à l'article R 29 du même code.

Article 33 : Le présent arrêté prendra effet pour compter de la date de sa publication.

Un exemplaire en sera affiché aux issues des établissements de la marine visés à l'article 1^{er} ci-dessus.

Signé : le vice-amiral d'escadre Amman

Article 34 : *(Modifié par l'arrêté n° 5/65 du 23 mars 1965)*

Sont abrogés tous les arrêtés antérieurs du préfet maritime de la deuxième région réglementant la police dans certaines établissements maritimes de l'arrondissement de Brest et en particulier :

- l'arrêté du 26 mai 1948 réglementant la police du terrain militaire de la base aéronautique navale de Lanvéoc-Poulmic ;
- l'arrêté du 17 mars 1948 réglementant la police de l'arsenal ;
- l'arrêté du 1^{er} juillet 1948 modifiant l'arrêté précédent du 17 mars 1948 ;
- l'arrêté du 6 août 1951 interdisant d'exécuter des dessins, photos et levés de l'arsenal ;
- l'arrêté du 21 octobre 1954 interdisant l'accès de certains terrains et ouvrages militaires ;
- l'arrêté du 7 janvier 1960 réglementant la police de l'établissement maritime de Lanvéoc-Poulmic.

ANNEXE I

(Modifié par l'arrêté n° 34/67 du 28 août 1967)

(Modifié par l'arrêté n° 15/72 du 09 juin 1972)

LISTE DES ETABLISSEMENTS MARITIMES DANS L'ENCEINTE DESQUELS L'ARRETE PREFECTORAL DU 10 JUIN 1963 EST APPLICABLE EN VERTU DE SON ARTICLE PREMIER

| | ETABLISSEMENTS MARITIMES | COMMUNE | DEPARTEMENT |
|----|---|---------|-------------|
| 1. | Arsenal de Brest | Brest | Finistère |
| 2. | Annexes de l'arsenal | | |
| | Fort du Portzic (centre d'entraînement sécurité) | Brest | Finistère |
| | Centre de Kervichen (CES/NBC) | Brest | Finistère |
| | Parce à combustible de la Maison Blanche | Brest | Finistère |
| | Buanderie de l'Anse Saupin | Brest | Finistère |
| | Parc à bois de l'Ile Factice | Brest | Finistère |
| | Centre vie de Pontaniou | Brest | Finistère |

| | | | |
|-----------|--|--------------------|-----------------|
| | Terrain de Kervallon-Letremblay | Brest | Finistère |
| | Pyrotechnie de Saint-Nicolas et magasins de la vallée de Kerhuon | Guipavas | Finistère |
| | Magasins de Terenez | Rosnoen | Finistère |
| | Parc à combustibles de Lanvéoc | Lanvéoc | Finistère |
| | Stations de mesures du Fort de Lanvéoc | Lanvéoc | Finistère |
| 3. | Installations de la Force océanique stratégique à l'Île Longue et annexes | | |
| | Etablissement de l'Île Longue | Crozon | Finistère |
| | Pyrotechnie de Guenvenez | Crozon | Finistère |
| | Fort de Crozon | Crozon | Finistère |
| | Île des Morts | Crozon | Finistère |
| | Île de Treberon | Crozon | Finistère |
| 4. | Sémaphores | | |
| | du Grouin | Cancalle | Ille-et-Vilaine |
| | de Saint-Cast | Saint-Cast | Côtes du Nord |
| | de Bréhat | Bréhat | Côtes du Nord |
| | de Poumanach | Ploumanach | Côtes du Nord |
| | de l'Île de Batz | Île de Batz | Finistère |
| | de l'Aberwrac'h | Landra | Finistère |
| | de Molène | Molène | Finistère |
| | du Stiff | Ouessant | Finistère |
| | du Creach | Ouessant | Finistère |
| | de Saint-Mathieu | Plougonvelin | Finistère |
| | du Toulinguet | Camaret | Finistère |
| | du Cap de la Chèvre | Crozon | Finistère |
| | de la Pointe du Raz | Plogoff | Finistère |
| | de Penmarch | Penmarch | Finistère |
| 5. | Batteries et ouvrages | | |
| | Fort central et réduit Saint-Michel | Ouessant | Finistère |
| | Batteries du Stiff | Ouessant | Finistère |
| | Batteries des Rospects | Plougonvelin | Finistère |
| | Fort et batteries (haute et basse) de Bertheaume | Plougonvelin | Finistère |
| | Fort et batteries de Toulbroch | Locmaria-Plouzané | Finistère |
| | Fort et batteries du Minou | Plouzané | Finistère |
| | Ouvrage du Mengam | Plouzané | Finistère |
| | Batteries de Kerdalaes | Plouzané | Finistère |
| | Fort et batteries du Dellec | Plouzané | Finistère |
| | Fort de Montbarrey | Brest | Finistère |
| | Batterie extérieure du Portzic | Brest | Finistère |
| | Fort Penfeld | Guilers | Finistère |
| | Fort du corbeau | Plougastel-Daoulas | Finistère |
| | Fort de l'Armorique | Plougastel-Daoulas | Finistère |
| | Fort de la Pointe des Espagnols | Roscanvel | Finistère |
| | Batterie de Pourjoint | Roscanvel | Finistère |
| | Batterie du Stiff | Roscanvel | Finistère |
| | Batterie de Robert | Roscanvel | Finistère |
| | Batterie de Cornouailles | Roscanvel | Finistère |
| | Fort et batteries des Capucins | Roscanvel | Finistère |
| | Batterie de Tremet | Roscanvel | Finistère |
| | Batterie du Toulinguet | Camaret | Finistère |
| | Réduit de Landaoudec | Crozon | Finistère |
| 6. | Stations radioélectrique | | Finistère |

| | | | |
|------------|--|-------------------------|-----------|
| | Station radio de Kerlouan | Kerlouan-Plouneour Trez | Finistère |
| | Station Loran de Porspoder | Porspoder | Finistère |
| | Radiogoniomètre de Kerdraziou | Ploumoguier | Finistère |
| | Centre technique de Sant-Mathieu-Keringar | Plougonvelin | Finistère |
| | PC-FM/DEP du Minou | Plouzane | Finistère |
| | Station radio de Pencran | Landerneau | Finistère |
| | <i>Modifié par l'arrêté n° 20/65 du 09 juin 1965)</i> | | |
| | Station radio de Cranou | Loperec | Finistère |
| | Station radio de Rochanou | Plougastel-Daoulas | Finistère |
| | Station RAGEP de Telgruc | Terlgruc | Finistère |
| | Station RAGEP de Brezellec | Cleden-cap Sizun | Finistère |
| 7. | Bases et entrepôt de l'aéronautique navale | | |
| | <i>Modifié par l'arrêté n° 1/66 du 21 janvier 1966)</i> | | |
| | BAN Landivisiau | Bodilis | Finistère |
| | BAN Lanvéoc-Poulmic | Lanvéoc | Finistère |
| | EPAN Quimper | Guengat | Finistère |
| 8. | Ecoles | | |
| | Ecole navale | Lanvéoc | Finistère |
| | Centre d'instruction naval | Brest | Finistère |
| | Ecoles techniques de Pontanezen | Brest | Finistère |
| | Centre de formation maritime | Brest | Finistère |
| | dépôt de La Villeneuve | | |
| 9. | Sources et points d'eau | | |
| | Sources de La Trinité | Plouzané | Finistère |
| | Sources de Keriars | Plouzané | Finistère |
| | Sources de L'Hospitalou | Plouzané | Finistère |
| | Sources de Keroual | Guilers | Finistère |
| | Château d'eau de Kerjoany | Brest | Finistère |
| | Sources de Questeria | Brest | Finistère |
| | Sources de Kergrach | Brest | Finistère |
| | Étang de La Villeneuve | Brest | Finistère |
| | Château d'eau du Bouguen | Brest | Finistère |
| | Sources de Kerac'halet | Guipavas | Finistère |
| | Sources de Kerangoff | Guipavas | Finistère |
| 10. | Autres établissements | | |
| | Hôpital d'instruction | Brest | Finistère |
| | Clermont Tonnerre et Ecole d'infirmier | | |
| | Pharmacie magasin et laboratoire de chimie | Brest | Finistère |
| | Direction du commissariat de la marine | Brest | Finistère |
| | Cercle naval | Brest | Finistère |
| | Installations du plateau de Keroriou | Brest | Finistère |
| | * cercle des officiers mariniers | Brest | Finistère |
| | * foyer du marin | Brest | Finistère |
| | * service des approvisionnements des marins (SAM) | Brest | Finistère |
| | * restaurant des directions | Brest | Finistère |
| | * foyer des enfants de la marine | Brest | Finistère |
| | * tennis-club de la marine | Brest | Finistère |
| | Gymnase de la marine (Courbet) | Brest | Finistère |
| | Installations de l'Îlot DI (CIRAM - ASA - Centre de réforme) | Brest | Finistère |
| | Gendarmerie de la Pointe | Brest | Finistère |

| | | |
|--|-------------------|-----------------|
| Cité Saint-Pierre (logement Gend. Mar) | Brest | Finistère |
| Etablissement principal du service Hydrographique et océanographique de la marine (EPSHOM) au Bergot | Brest | Finistère |
| Hangars du Bergot | Brest | Finistère |
| Caserne de Kerveguen (ou de Maissin) | Brest | Finistère |
| Stade et stand de tir du Polygone | Brest | Finistère |
| Stand et pas de tir de Toulbroch | Locmaria-Plouzané | Finistère |
| Casernements de Toulbroch | Locmaria-Plouzané | Finistère |
| Magasins de Coat Ty Ogan | Guilers | Finistère |
| Magasins HCC de Kerhuon | Le Relecq-Kerhuon | Finistère |
| Magasins DCAN du Moulin Blanc | Le Relecq-Kerhuon | Finistère |
| Magasins de Saint-Thegonnec | Saint-Thegonnec | Finistère |
| <i>(Modifié par l'arrêté n° 20/65 du 09 juin 1965)</i> | | |
| Magasins de Chateaulin | Chateaulin | Finistère |
| Casernement de Lagatjar (ASA) | Camaret | Finistère |
| Colonie de vacances de Bertheaume | Plougonvelin | Finistère |
| Colonie de vacances de Creachmeur | Plougonvelin | Finistère |
| Ancien arsenal de Saint-Servan | Saint-Malo | Ille-et-Vilaine |